Gouffern en Auge

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

ARRÊTÉ n°008-2026
Portant réglementation temporaire de circulation et de stationnement

Le Maire de GOUFFERN-EN-AUGE (Orne),
Vu les Lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation publique,
Vu le code des collectivités territoriales et notamment les articles L 2211.1, L2212.1, L2212.2, L2213.1 et suivants,
Vu le code de la route, notamment les articles L411-1, R 411-1, R411-21-1, L325-1 et R325-1,
Vu la Loi n°82.213 du 02/03/1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la Loi n°82.623 du 22/07/1982,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation des routes,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
Vu la demande présentée par le groupe Alquenry sis 45 Rue Pierre Martin – 72100 LE MANS représentée par Vanessa LEFRANC afin de réaliser des travaux de pose, remplacement, dépose de poteaux téléphoniques jugés trop vieux pour le compte d'Orange,
Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et pour permettre le bon déroulement des travaux, il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement,

ARRÊTE

Article 1 : Afin de réaliser des travaux de pose, remplacement, dépose de poteaux téléphoniques jugés trop vieux pour le compte d'Orange par la société Alquenry, au lieu-dit La Bérardière - Route de Sainte Croix à Survie, commune déléguée de Gouffern en Auge, la circulation sera rétrécie avec interdiction de stationnement pour tous les véhicules à compter du 2 février 2026 pendant 30 jours (durée des travaux un jour sur la période).
Une occupation du domaine public sur cette voie est ainsi accordée à l'entreprise Alquenry.

Article 2 : Les prescriptions de l'article 1 seront matérialisées par l'implantation d'une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. La mise en place, le maintien et la dépose de cette signalisation seront assurés par les soins de l'entreprise Alquenry.

Article 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 5 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 6 :
- Monsieur le Maire de Gouffern en Auge
- Mr le Major de la Brigade de Gendarmerie d'Argentan
- Et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Gouffern en Auge, le 2 février 2026
Le Maire,
Ph.TOUSSAINT

MAIRIE de GOUFFERN en AUGE
61310 ORNE